



Marché n°2026DG15

**Travaux de réfection des façades
des bâtiments Cassin et Niepce du Cned**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE	2
1. PROCEDURE	7
2. DONNEES GENERALES SUR LE MARCHE	7
2.1. OBJET DU MARCHE	7
2.2. ALLOTISSEMENT.....	7
2.3. DUREE DU MARCHE ET DELAIS	7
3. FORME DU MARCHE	10
4. PIECES CONTRACTUELLES.....	10
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	10
6. EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
7. CLAUSE SOCIALE : CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	10
7.1. LES PUBLICS ELIGIBLES AU DISPOSITIF DE LA CLAUSE SOCIALE.....	11
7.2. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	11
7.3. AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE	12
7.4. MODALITES DE CONTROLES D'APPLICATION DE LA CLAUSE SOCIALE	12
7.5. DIFFICULTES ECONOMIQUES DE L'ATTRIBUTAIRE	12
8. CONDUITE DES PRESTATIONS	13
9. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	13
10. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	13
10.1. CO-TRAITANCE.....	13
10.2. SOUS-TRAITANCE	14
11. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
12. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	14
13. CONFIDENTIALITE	14
14. NEUTRALITE	15
15. VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	15
15.1. ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES	15
15.2. RECEPTION	15
15.3. REFACTION DU PRIX	16
15.4. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	16

15.5.	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	16
15.6.	LIVRABLES A FOURNIR	16
15.6.1.	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.).....	16
15.6.2.	BILAN CARBONE	17
16.	CONDITIONS DE GARANTIE DE L'INSTALLATION	17
16.1.	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	17
16.2.	GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	17
16.3.	GARANTIE DECENNALE	17
17.	ASSURANCE	18
18.	PENALITES.....	18
18.1.	PENALITES POUR RETARD	18
18.2.	PENALITES DIVERSES	18
18.3.	PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE.....	19
18.4.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES	19
19.	MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	20
19.1.	FORME DES PRIX	20
19.2.	CONTENU DU PRIX.....	20
19.3.	TAUX DE TVA – MONNAIE	20
19.4.	ACTUALISATION DES PRIX.....	20
19.5.	RETENUE DE GARANTIE.....	21
20.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	21
21.	AVANCE	23
21.1.	VERSEMENT DE L'AVANCE	23
21.2.	REMBOURSEMENT DE L'AVANCE.....	23
22.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	23
22.1.	DELAI DE PAIEMENT	23
22.2.	INTERETS MORATOIRES.....	23
22.3.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	23
22.4.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT DANS LE CADRE DE LA TVA INTRACOMMUNAUTAIRE	24
22.5.	REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	24
22.6.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	25
22.7.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	25
23.	UTILISATION DES RESULTATS	25
24.	RESILIATION	25

25.	DIFFERENDS	25
26.	COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	26
27.	DEROGATIONS AU CCAG-TVX	26

143 300

formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle

200

formations proposées

**Le Cned
au service
de toutes
les réussites**

1 753 187 évaluations corrigées
96% des copies dématérialisées
2,94 jours, délai moyen de correction
des copies numériques

369 450 appels reçus
114 500 courriels traités
13 440 000 visites sur cned.fr

Budget et effectif

Budget

90,9 M€
de budget

53,6 M€
de recettes
commerciales

31,2 M€
de subvention
pour charge
de service public

Effectifs

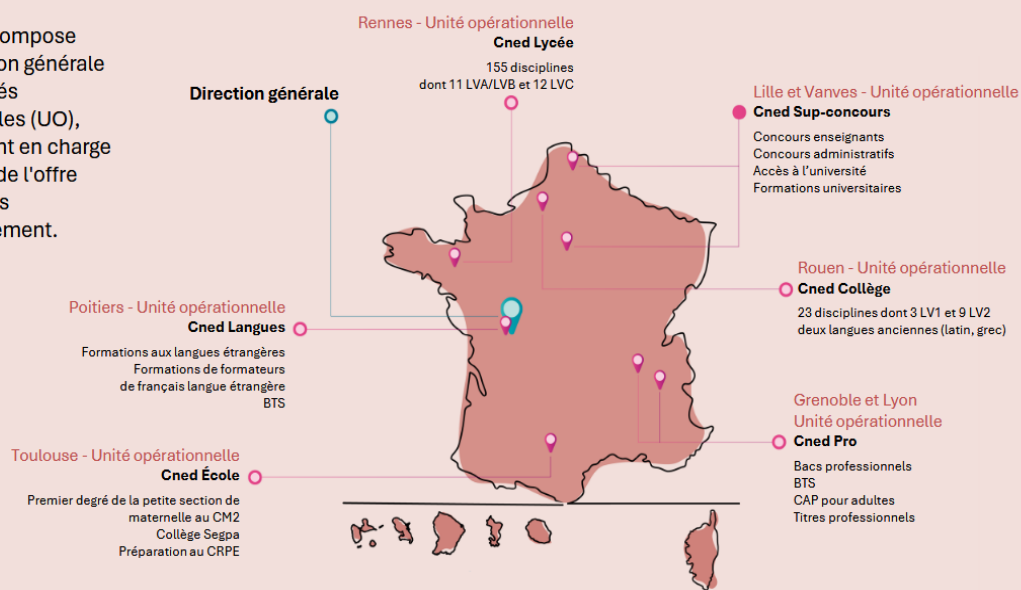
1 000
agents

1 100
enseignants
de l'Éducation
nationale

+ de 2 000
experts
pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six unités opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



1. PROCEDURE

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le Cned se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2. DONNEES GENERALES SUR LE MARCHE

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet les travaux de réfection des façades des bâtiments CASSIN et NIEPCE du Cned.

Les intervenants du projet sont les suivants :

- Conduite d'opération : Cned, Direction du Fonctionnement et du Patrimoine Immobilier
Téléport 2 – Site du Futuroscope - 2, Boulevard Nicéphore Niepce - 86963 FUTUROSCOPE
CEDEX
- Maîtrise d'œuvre : EI BONNEAU (Architecture EVO.REV) / OEB BALLINI
13 bis Le Champ de la Plaine - 86190 BERUGES

2.2. Allotissement

Le marché n'est pas alloti au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique car une dévolution en lots séparés peut rendre techniquement difficile la gestion et l'exécution technique des prestations et augmenter les coûts d'exécution des prestations en raison de la nature technique indissociable des prestations attendues.

Il est donc constitué d'un lot unique : Ravalement de façades – revêtement d'étanchéité liquide.

2.3. Durée du marché et délais

2.3.1. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et se termine à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Modalités spécifiques concernant la période des services votés

L'attribution et la notification du marché ne peut être réalisée qu'à la sortie de la période des services votés dans le cadre du décret n°2025-1397 du 29 décembre 2025 portant répartition des crédits relatifs aux services votés pour 2026, ainsi que la loi n°2025-1316 du 26 décembre 2025 spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances.

Les modalités de mise en œuvre des services votés sont explicitées dans les circulaires suivantes :

Circulaire interministérielle du 30 décembre 2025 relative à la mise en œuvre du décret de services votés à compter du 1er janvier 2026 : mise en place d'une régulation budgétaire renforcée ;

- Circulaire du 30 décembre 2025 relative à la gestion budgétaire de l'État et des organismes publics et opérateurs financés par l'État pendant la période des services votés en 2026.

L'acte d'engagement fixe les délais d'exécution.

Le délai prévisionnel de réalisation de l'ensemble des travaux prévus pour les deux bâtiments est de 11 mois hors interruption hivernale précisée dans le planning prévisionnel du maître d'œuvre, et hors périodes de préparation. Ce délai se décompose de la façon suivante :

- 4 semaines de travaux pour le bâtiment Niépce,
- 7 semaines de travaux pour le bâtiment Cassin.

Les périodes de réalisation des travaux de chaque bâtiment débutent après les périodes de préparation et à compter des ordres de service prescrivant le démarrage des travaux.

Par ailleurs, les travaux du bâtiment Cassin commencent après l'achèvement des travaux du bâtiment Niépce.

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 4 semaines pour les travaux du bâtiment Niépce, non comprise dans le délai de réalisation des travaux de ce bâtiment, et une période de préparation d'une durée de 4 semaines pour les travaux du bâtiment Cassin non comprise dans le délai de réalisation des travaux de ce bâtiment mais débutant pendant la période de réalisation des travaux du bâtiment Niépce.

Les périodes de préparation débutent à compter des ordres de service émis par le maître d'œuvre.

La date prévisionnelle de début des travaux de réfection des façades du bâtiment Niépce est fixée au 15 mai 2026.

Le planning des travaux, proposé par le candidat, doit inclure les congés éventuels de l'entreprise (notamment les congés d'été). Les délais imposés devront être respectés. La fin prévisionnelle des travaux est fixée à juin 2027.

2.3.2. Prolongation des délais d'exécution / Périodes d'intempéries

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par ordre de service signé par la maîtrise d'œuvre, dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article L.5424-8 du Code du travail sont considérées comme intempéries « les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent dangereux ou impossible l'accomplissement du travail eu égard soit à la santé ou à la sécurité des salariés, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir »

C'est ainsi que le gel, le verglas, la pluie, la neige, les inondations et le grand vent ne sont des intempéries au sens de la loi que dans le cas où elles rendent réellement tout travail impossible ou dangereux et où elles provoquent sur le chantier même un arrêt de travail imprévisible et inévitable. De plus, pour qu'il y ait chômage intempéries indemnisable il doit également être impossible à l'entrepreneur d'occuper les ouvriers à des travaux de remplacement.

Voici quelques exemples ci-dessous où l'arrêt de travail ne donne pas lieu à indemnisation. Cette liste n'est pas limitative, mais les principes qui s'en dégagent doivent être pris en compte pour décider d'un arrêt de travail :

- cas où les intempéries n'empêchent pas le travail sur le chantier mais interdisent seulement son accès ou son approvisionnement (barrières de dégel, inondations ...) : dans ces conditions, l'arrêt ne peut être pris en charge par le régime,
- si le travail est interrompu sur un chantier en raison de l'impossibilité d'employer certains produits ou matériaux dont l'utilisation implique des conditions climatiques particulières qui ne répondent pas à la définition des intempéries (+5°C par exemple), l'arrêt n'est pas considéré comme une intempérie.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours ouvrés égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels suivants aura été constaté contradictoirement sur place :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
Neige, pluie, gel, vent, mouvement de terre, inondation, Suivant constat évènementiel	Établie contradictoirement sur place Sont considérés comme prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux. (Intensité pénalisante pour une réalisation correcte des travaux ou présentant un risque pour la sécurité des personnes ou des biens).

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Poitiers -Biard.

En cas de fortes chaleurs (canicule), les travaux peuvent être réalisés en horaires décalés après accord de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG travaux, les jours non ouvrés ne seront pas compris dans la période d'intempéries. En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

2.3.3. Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des travaux ou des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans les 15 jours calendaires de la suspension des travaux, les parties constatent les parties d'ouvrages exécutés et conviennent des modalités de répartition des surcoûts éventuels et de reprise de l'exécution des travaux.

3. FORME DU MARCHÉ

Le marché est un marché ordinaire.

4. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TVX, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'annexe financière (décomposée en deux bordereaux correspondant à chacun des bâtiments) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (CCAG-TVX) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction entre un document signé et un même document non signé, les documents signés prévalent.

Toute clause portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prescriptions techniques sont décrites au CCTP.

Le titulaire est réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents du marché et notamment le CCTP, ses annexes et les DPGF. Il ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux pour réclamer une indemnité ou demander d'éventuelles rémunérations pour travaux supplémentaires.

6. EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent à compter de la notification d'un ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation des travaux pour chacun des bâtiments Niépce et Cassin.

7. CLAUSE SOCIALE : CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Le Cned, dans un souci de promotion de l'emploi ou de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du Code de la Commande Publique en

incluant dans le présent marché une clause sociale d'insertion obligatoire de 75 heures sur la durée du marché.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

7.1. Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

Sont éligibles au dispositif de la clause social l'emploi des personnes suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- Les allocataires du RSA (en recherche d'emploi) ou les ayants droits,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité,
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers,
- En outre, le facilitateur mentionné à l'article 7.3 du présent CCAP, peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

7.2. Modalités de mise en œuvre

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- La mise à disposition de salariés,
- L'embauche directe en contrat en durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché,
- Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI), une Entreprise Adaptée (EA), ou un Atelier Chantier d'Insertion (ACI)

Dans le cas de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir de :

- D'une association intermédiaire (AI)
- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ou d'une Agence Emploi (entreprise de travail temporaire) dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions

de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail, ou d'un GEIQ dans le cadre d'un contrat en alternance.

Dans le cas d'un recrutement par contrat d'apprentissage et de professionnalisation, la personne recrutée devra pouvoir justifier d'une absence totale de qualification dans la branche ainsi qu'un statut de Demandeur d'Emploi supérieur à 6 mois.

7.3. Aide à la mise en œuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

Coordination Régionale Nouvelle Aquitaine

7 rue Anne Desrays – 79100 Thouars

Tél. : 07 77 94 03 35

Mail : coordoclausesna@yahoo.com

7.4. Modalités de contrôles d'application de la clause sociale

Il sera procédé au contrôle de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit mensuellement tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmettra au facilitateur les relevés des heures réalisées.

Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 18.3 du CCAP.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

7.5. Difficultés économiques de l'attributaire

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) le facilitateur mentionné ci-dessus.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale. Cette annulation sera subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à cette difficulté et transmis à la DIRECCTE ou au juge.

8. CONDUITE DES PRESTATIONS

8.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG-TVX.

Le titulaire désigne dès la notification la personne chargée du suivi du marché, habilitée à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

L'expérience et les compétences techniques de cette personne doivent respecter les exigences minimales décrites par le titulaire dans son offre technique.

8.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire doit en informer sans délai le Cned. Si le Cned constate cette indisponibilité, il notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-TVX, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le Cned applique des pénalités dès lors que le titulaire effectue plus de deux changements par période d'un an pour la personne chargée du suivi du marché.

Le titulaire est responsable de la transmission de compétence concernant l'ensemble des prestations objet du marché vers le nouvel interlocuteur dédié.

8.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

9. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le marché est un contrat avec une obligation de résultat. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour la bonne exécution des prestations et de veiller à leur réalisation.

Le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

10. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

10.1. Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 8 jours maximum à compter de la notification par le

groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

A défaut, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

10.2. Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé par une personne habilitée à engager l'entreprise – signature électronique ou, à défaut de certificat de signature électronique, signature manuscrite avec transmission du document papier original (non scanné),

et mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

11. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent sur le site de la direction générale du Cned aux adresses :

- Bâtiment Niepce : Téléport 2 – Site du Futuroscope
2, Boulevard Nicéphore Niepce - 86360 CHASSENEUIL-DU-POITOU
- Bâtiment Cassin : Téléport 2 – Site du Futuroscope
14, avenue René Cassin - 86360 CHASSENEUIL-DU-POITOU.

Lors de la présence du ou des représentants du titulaire dans les locaux du Cned, celui-ci doit se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

12. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

13. CONFIDENTIALITE

Le titulaire et ses préposés ont accès à la connaissance d'une partie du système d'information du Cned et à des informations concernant la sécurité informatique.

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-TVX.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

14. NEUTRALITE

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il garantit à ce titre que les préposés diligentés pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

15. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification qualitatives et quantitatives s'exécutent conformément aux articles 24 et 25 du CCAG-TVX, à l'exception des articles 24.7 et 24.8.

15.1. Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont assurés à la diligence et en présence du Cned. Ils sont à la charge du titulaire.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

De plus, le titulaire met à disposition les matériaux, ouvrages et matériels ainsi que les outils courants de chantier nécessaires.

Le Cned se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôles et dans les cas définis aux articles 24.1 et 24.6 du CCAG-Travaux. Les frais correspondants sont à la charge du titulaire, par dérogation de l'article 24.7 et de l'article 24.8 du CCAG-Travaux.

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants acceptent les recommandations et injonctions du Cned dans le cadre de leur marché. En particulier, ils acceptent de soumettre toutes leurs études, procès-verbaux d'essais, avis techniques, etc. Ils acceptent également de soumettre tous les matériaux et matériels au Cned pour la conformité aux règlements de sécurité (incendie particulièrement). Ils prennent toutes les dispositions pour permettre au maître d'ouvrage d'exercer son contrôle utilement.

15.2. Réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché pour chaque bâtiment dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

15.3. Réfaction du prix

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître de l'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections aux frais exclusifs du titulaire, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

15.4. Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité (plateforme Trackdéchets). A ce titre, le titulaire s'engage à récupérer tous les déchets générés par ses prestations et à fournir les bordereaux de suivi des déchets sur demande de l'acheteur.

15.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux de chaque bâtiment, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

15.6. Livrables à fournir

15.6.1. Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.)

Le titulaire fournit au Cned, au moment des Opérations Préalables à la Réception, le DOE pour validation :

- Pour le bâtiment Niepce, un exemplaire papier et un exemplaire sur support numérique,
- Pour le bâtiment Cassin : deux exemplaires papier et un exemplaire sur support numérique.

Ce dossier comprend :

- L'ensemble des documents techniques des produits mis en place ;
- La liste des garanties de produits mis en œuvre ;
- L'attestation des procédés de ravalement.

Une fois validé, le titulaire fournit au Cned, conformément aux exigences du CCTP, son D.O.E. au format précité.

Les fichiers de plans sont au format DWG ou DXF exploitables sur AUTOCAD 2018 maximum ; pour les autres documents, les formats acceptés sont au format PDF, DOC.

Tous les documents sont revêtus du cachet et de la signature de l'entrepreneur. Ils sont regroupés dans des dossiers et sont listés dans une nomenclature des pièces fournies.

15.6.2. Bilan carbone

Le candidat fournit annuellement le bilan carbone de ses prestations pour le Cned, en spécifiant le nombre de TCo2eq émis pour l'ensemble des prestations du marché. Il indique la méthodologie de calcul et le périmètre retenu et idéalement les données brutes.

A défaut, il complète la grille de recensement physique jointe en annexe et intitulée : Annexe - Collecte_Donnees_BEDES_2026DG15.

16. CONDITIONS DE GARANTIE DE L'INSTALLATION

16.1. Garantie de parfait achèvement

La garantie de parfait achèvement comprend les pièces et la main d'œuvre pour une durée d'un an à compter de la date de réception définitive des travaux telle que spécifiée à l'article 15.2 du présent CCAP.

L'entrepreneur doit assurer, à ses frais, toutes les interventions nécessaires à un parfait fonctionnement des installations et remédier à toutes les imperfections et tous désordres constatés pendant cette période et qui seraient liés aux travaux que l'entrepreneur a lui-même effectués.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG Travaux, si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6.

16.2. Garantie de bon fonctionnement

L'ensemble du matériel fourni par l'entreprise doit être garanti contre tous vices de construction pendant une durée de deux ans, à dater de la réception définitive de l'installation. Cette garantie ne peut s'appliquer aux conséquences de l'usure normale, ni à celles résultant d'une mauvaise utilisation par un tiers.

L'installation est garantie en bon état de fonctionnement pendant une durée de deux ans à compter de la réception définitive de celle-ci.

16.3. Garantie décennale

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut des ouvrages (notamment fuites et déformation du revêtement) pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception totale des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

17. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TVX, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant toute la durée du marché, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier de la mise à jour de la validité du document. En cas de modification des conditions du contrat d'assurance, il doit en informer le Cned dans les meilleurs délais.

A défaut de production, après demande du Cned, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande du Cned, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

18. PENALITES

18.1. Pénalités pour retard

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour retard, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) retard(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai sept jours calendaires à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-TVX, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 €.

L'application des pénalités pour retard est plafonnée à 10 % du montant HT par bâtiment. Au-delà, les pénalités pour retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour le Cned de demander réparation du préjudice subi.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-TVX, les pénalités de retard sont fixées comme suit :

- Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Lorsque le délai contractuel d'exécution des travaux est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité fixée à 300 € pendant 10 jours, puis 500 € au-delà.

- Pénalités de retard dans la remise des documents

Les pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir avant exécution (Etudes et plans) sont fixées forfaitairement à 250 €.

Les pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir après exécution (DOE et bilan carbone / grille de recensement physique des données) par le titulaire sont fixées à 500 € par jour calendaire de retard.

18.2. Pénalités diverses

Pénalités en cas d'absence aux réunions de chantier :

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence non justifiée à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 100 € par absence constatée.

En cas de non-respect des modalités de désignation de la personne chargée du suivi du marché (comme stipulé à l'article 8.2 du présent CCAP), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €.

18.3. Pénalités pour non-respect de la clause sociale

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 60 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 € par jour ouvré de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour non-respect de la clause sociale, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) manquement(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour non-respect des obligations sociales s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

18.4. Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En cas de non-respect des obligations environnementales prévues à l'article 1.14 du CCTP constaté par le Cned, il adresse au titulaire un courrier l'enjoignant à se conformer à ses obligations environnementales prévues par le marché dans un délai indiqué par ce courrier. Ce délai ne saurait dépasser 30 jours calendaires. Le courrier est transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine.

Le titulaire est invité à présenter ses observations avant l'expiration du délai de mise en conformité prévu au paragraphe ci-dessus. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que la non-conformité n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour non-respect des obligations environnementales s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai indiqué par le courrier est expiré.

Des pénalités forfaitaires de 50 € par jour ouvré sont appliquées en cas de non-respect des obligations environnementales.

L'application des pénalités pour non-respect des obligations environnementales est plafonnée à 1 000 € sur la durée du marché.

19. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

19.1. Forme des prix

Le marché est rémunéré par un prix global et forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et l'annexe financière.

L'annexe financière est constituée :

- de la décomposition du prix global et forfaitaire afférente aux travaux sur le bâtiment Niepce,
- de la décomposition du prix global et forfaitaire afférente aux travaux sur le bâtiment Cassin.

19.2. Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'hébergement, les repas, l'assurance, la gestion des déchets, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire communique les éléments relatifs aux marges pour risque et bénéfices, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Les marges servent au calcul de l'indemnisation et sont couvertes par le secret industriel et commercial.

19.3. Taux de TVA – Monnaie

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

19.4. Actualisation des prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables. L'actualisation est réalisée si les conditions de l'article R.2112-11 du Code de la commande publique sont réunies, soit si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début de la phase de préparation déclenchée par le premier ordre de service.

Le calcul de l'actualisation est mis à la charge du Cned. Celui-ci adresse sa proposition d'actualisation des prix en précisant les valeurs d'indices retenus au maximum 10 jours calendaires à compter du début de l'exécution des prestations.

Le titulaire dispose de 10 jours calendaires à compter de la réception de la proposition d'actualisation pour présenter ses observations. A défaut d'observations présentées dans ce délai, celui-ci est réputé avoir accepté les conditions de l'actualisation.

La formule suivante est appliquée :

$$P' = P \times I_{m-3\text{mois}} / I_{m_0}$$

Où P' est le prix actualisé,

P le prix initial,

$I_{m-3\text{mois}}$, la valeur de l'index I, éventuellement provisoire, de référence correspondant à 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations,

I_{m_0} la valeur de l'index I, éventuellement provisoire, correspondant au mois de mars 2026.

L'index I utilisé est l'index du bâtiment BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010 - Identifiant 001710982.

19.5. Retenue de garantie

En application des articles L2191-7 et R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique, une retenue de garantie est effectuée sur le marché.

Le montant de la retenue de garantie est égal à 5 % (cinq pour cent) du montant des travaux figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

En application de l'article R2191-36 du code de la commande publique, la retenue de garantie peut être remplacée uniquement par une garantie à première demande.

20. CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, des avenants pourront être conclus en cours d'exécution du marché dans les cas suivants :

- Augmentation des prix unitaires qui pourraient altérer l'équilibre financier du contrat
- Clause de substitution de matériaux ou fournitures
- Opération de transfert de contrat dans le cas d'opération de restructuration de société

Les modalités d'application de certaines clauses de réexamen sont précisées ci-après :

20.1. Augmentation des prix qui pourraient altérer l'équilibre financier du contrat

En cas d'augmentation des coûts résultant de circonstances extérieures aux parties et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché des sommes représentant plus de quinze (15) % du prix du marché, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, les parties pourront décider de modifier les prix du marché dans les conditions définies ci-après.

Pour les prix unitaires, cette clause s'applique prix unitaire par prix unitaire.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du Cned mais est initiée par le seul titulaire.

Le titulaire adresse au Cned, par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil précisé au premier alinéa du présent article. A cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement et de justifier de ses causes.

A la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, le Cned notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix nouveaux permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts.

En tout état de cause, ces nouveaux prix ne prendront en compte au maximum que 90% de l'augmentation de leur coût.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification des prix nouveaux pour les accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté les nouveaux prix fixés par le Cned.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix s'appliquent en lieu et place des prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, les prix initiaux demeurent applicables.

L'ensemble des prix nouveaux ainsi notifiés pourra être modifié par le Cned en cas de retour à un prix inférieur au seuil d'augmentation, les prix initiaux du marché s'appliqueront à nouveau.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

20.1.1. Clause de substitution de matériaux ou fournitures

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement de l'un des matériaux (ou fournitures) prévu au marché pour des raisons extérieures au titulaire, ce dernier sera autorisé à y substituer un nouveau matériau (ou fourniture) dans les conditions définies ci-après

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire transmet à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justificatif exposant a minima :

- Les causes faisant obstacle à l'approvisionnement du matériau susvisé et les justificatifs nécessaires. Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve de ce que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais et notamment, qu'il a procédé à cette commande dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.
- Le ou le(s) matériau(x) de substitution proposé(s).
- La conformité du ou des matériau(x) proposé(s) avec les conditions fixées par le marché et notamment avec les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire fournit des pièces permettant de justifier des surcoûts liés à la mise en œuvre du ou des matériaux de substitution.

A la suite de la réception de cette demande, sous réserve de sa complétude, l'acheteur dispose d'un délai de quinze jours pour notifier sa décision au titulaire. Lorsqu'il décide de faire droit à cette demande, en cas de pluralité de matériau(x) ou fournitures proposé(s), l'acheteur précise le matériau ou les fournitures dont l'emploi est autorisé en lieu et place des conditions fixées par le marché.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si la décision précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra respecter les conditions fixées au marché.

20.1.2. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

21. AVANCE

21.1. Versement de l'avance

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance, telle que prévue aux articles L.2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique, sous réserve que les conditions en soient remplies.

En application de l'article 18.1.1 du CCAG travaux, la période prise en compte pour le calcul de l'avance est le délai total d'exécution des prestations, soit la période de préparation ainsi que celle de réalisation des travaux.

Il est fait application de l'option A de l'article 10.1 du CCAG-TVX.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30% du montant du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 5% du montant du marché.

21.2. Remboursement de l'avance

L'avance versée s'impute sur les sommes dues au titulaire.

En application des articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la Commande Publique,

- Le remboursement de l'avance, s'effectuant par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 50% du montant.
- Le remboursement complet de l'avance doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées.

22. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

22.1. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.

22.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 22.1 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

22.3. Présentation des demandes de paiement

Le paiement des travaux se réalise par acompte mensuel et solde sur présentation de projet de décompte établi par l'entreprise titulaire et visé par le maître d'œuvre.

A l'issue de la réception des travaux, l'entreprise titulaire récapitule au dernier solde, le projet de décompte général couvrant la totalité des prestations de l'opération objet du présent marché.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché et nom du bâtiment concerné par la facturation ;
- Désignation des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

NB. : Lors du dépôt des factures, le SIRET à renseigner pour le Cned (Direction générale) est le suivant : 197 529 050 001 83.

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R.2191-55 du Code de la commande publique, est la Directrice générale du Cned, ou son représentant.

22.4. Présentation des demandes de paiement dans le cadre de la TVA intracommunautaire

Le prestataire situé au sein de l'Union Européenne et hors de France établit des factures selon les modalités suivantes :

- Tous les montants sont exprimés hors taxe,
- La facture comporte la mention « Autoliquidation » ou « Mécanisme d'autoliquidation » et précise que la TVA est due par l'acheteur,
- La facture indique les numéros de TVA intracommunautaire du prestataire et du Cned (FR00 197 529 050).

22.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

➤ **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

➤ **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

22.6. Comptable assignataire des paiements

M. l'agent comptable du CNED
2 boulevard Nicéphore Niepce
Téléport 2 – CS 80300
86963 FUTUROSCOPE CEDEX

22.7. Cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article R.2191-45 du Code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

23. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-TVX.

24. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-TVX.

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

25. DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

26. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

27. DEROGATIONS AU CCAG-TVX

L'article 2.3.2 du présent CCAP déroge à l'article 18.2.3 du CCAG-TVX.

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TVX.

L'article 15.1 du présent CCAP déroge aux articles 24.7 et 24.8 du CCAG-TVX.

L'article 16.1 du présent CCAP déroge à l'article 44.2 du CCAG-TVX.

L'article 18.1 du présent CCAP déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.3 du CCAG-TVX.